



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR
236, Boulevard du Maréchal Leclerc
CS 90008
83107 – TOULON CEDEX

**ACCORD-CADRE DE LOCATION ET DE MAINTENANCE DE FONTAINES A EAU POUR LES BESOINS
DE LA CCI DU VAR**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Procédure adaptée passée en application des articles R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5, R.2162-2 et R.2162-3
du code de la commande publique

Le présent CCAP comprend 13 feuillets numérotés de 1 à 13

Table des matières

CHAPITRE I - GÉNÉRALITÉS	3
ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHE	3
ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 3 – RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE	4
CHAPITRE II - PRIX ET RÉGLEMENTS DES COMPTES	5
ARTICLE 4 – PRIX	5
ARTICLE 5 – VARIATION DE PRIX	5
ARTICLE 6 – MODALITÉS DE FACTURATION	6
ARTICLE 7 – RETENUE DE GARANTIE	7
ARTICLE 8 – AVANCE	7
CHAPITRE III - EXÉCUTION DE LA PRESTATION	8
ARTICLE 9 – NATURE DE LA PRESTATION	8
ARTICLE 10 – DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION	8
ARTICLE 11 – PENALITES	8
ARTICLE 12 – CLAUSE PÉNALE	8
ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 14 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	9
ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	9
CHAPITRE V - CONSTATATIONS DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 16 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET DECISIONS	10
CHAPITRE VI - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE / LITIGES	11
ARTICLE 17 – RESILIATION	11
17.1. RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	11
17.2. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	11
ARTICLE 18 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE	11
ARTICLE 19 – LITIGES	11
ARTICLE 20 – DISPOSITIONS DIVERSES	11
20.1. NON VALIDITE PARTIELLE	11
20.2. REFERENCES	11
20.3. ANNEXES AU MARCHE	12
20.4. LANGUE	12
20.5. NOTIFICATIONS ET MISES EN DEMEURE	12
20.6. MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION	12
ARTICLE 21 – CLAUSES DE REEXAMEN / AVENANT DE TRANSFERT	12
21.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE SITE	12
21.2. CESSION DU CONTRAT AU PROFIT D'UN NOUVEAU TITULAIRE	12
ARTICLE 22 – RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	12
ARTICLE 23 – DEROGATIONS AU CCAG FCS	12

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la location et la maintenance de fontaines à eau pour les besoins de la CCI du Var.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque lot.

1.2 DECOMPOSITION EN LOTS

La consultation est allotie en 2 lots décomposés comme suit :

Lot n°1	Accord-cadre de location et de maintenance de fontaines à eau pour les besoins du Siège et des agences de la CCI du Var.
Lot n°2	Accord-cadre de location et de maintenance de fontaines à eau pour les besoins des ports de commerce.

1.3 MONTANT DE L'ACCORD CADRE

Pour le lot n°1 : Le présent accord-cadre s'exécutera par l'émission de bons de commande et/ou de marchés subséquents dans la limite des montants suivants sur la durée totale de l'accord-cadre :

- Montant minimum en € HT : sans
- Montant maximum en € HT : 25 000 € HT.

Pour le lot n°2 : Le présent accord cadre s'exécutera par l'émission de bons de commande et/ou de marchés subséquents dans la limite des montants suivants pour chaque période d'exécution d'un an :

- Montant minimum en € HT : sans
- Montant maximum en € HT : 5 000 € HT / an

Les marchés subséquents et les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de la survenance des besoins.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement ses annexes ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du Var fait seul foi ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du Var fait seul foi ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG FCS), applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, approuvés par arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Les bordereaux de prix complémentaires des marchés subséquents ;
6. Les bons de commande ;
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
8. Les normes, DTU, avis techniques applicables aux prestations ainsi que les textes réglementaires en vigueur durant l'exécution,

9. L'offre technique du titulaire fournie à l'appui de son offre initiale à l'appui de son offre pour le lot concerné ou dans le cadre des marchés subséquents.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent accord-cadre constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du VAR et le titulaire préalablement à la signature du présent accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre devra être titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, des usagers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante, elle devra être du montant maximal possible sur le marché de l'assurance pour les dommages corporels.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, il devra pour ce faire produire les attestations d'assurances au plus tard huit jours après réception de la notification du présent accord-cadre.

Le règlement des primes d'assurances devra être justifié à la CCI du Var chaque année pendant la durée de l'accord-cadre. Le titulaire devra adresser à la CCI du VAR une copie de l'attestation d'assurance, au maximum quinze (15) jours après l'échéance de la police en question.

ARTICLE 4 – PRIX

Le prestataire s'engage à réaliser l'objet de l'accord-cadre moyennant les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 de l'acte d'engagement) ou résultant des marchés subséquents.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Partie à bons de commande :

Les fournitures telles que définies au CCTP seront réglées par application des montants figurant au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 à l'acte d'engagement).

Partie à marchés subséquents :

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires et en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les prix indiqués dans le Bordereau de Prix Unitaires (annexe n°1 au présent acte d'engagement) forment pour le titulaire le référentiel de prix pour les marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre.

Les prix sont établis nets et hors taxes et comprennent toutes les fournitures de matière et de main d'œuvre, les frais de déplacements, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc. et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations spécifiés dans les documents contractuels ainsi que les frais annexes. Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions et circonstances d'ordre local et géographique, ainsi que toutes les prestations qui, n'étant pas explicitement spécifiés aux documents contractuels, seraient nécessaires au parfait et complet achèvement des prestations ou conformes aux règles de l'art.

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

En outre, le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier de consultation des entreprises,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises et s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, tant en qualité qu'en nature, en prenant le cas échéant les renseignements complémentaires et utiles auprès de la CCI du Var,
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution des prestations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent, en procédant à une visite des sites concernés
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution de la prestation et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent.

ARTICLE 5 – VARIATION DE PRIX

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG/FCS, l'accord-cadre est établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (m0).

Les prix sont indiqués à l'acte d'engagement à l'annexe financière à l'acte d'engagement (Bordereau de prix Unitaires).

Les prix sont révisables annuellement à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

L'indice de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est l'indice ICHT-IME (indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques - base 100 décembre 2008).

Les prix de base sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0.15 + 0.85. \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_{n-1}})$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix à réviser

ICHT-IME = Valeur du dernier indice connu un mois avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

ICHT-IME_{n-1} = Valeur de l'indice applicable le mois précédant celui durant lequel a été remise l'offre s'agissant de la première révision, ou l'indice définitif utilisé pour la précédente révision.

Les prix ainsi révisés sont fermes pendant une période d'une année. Les nouveaux prix ainsi définis s'appliquent uniquement aux nouvelles commandes ou prestations émises postérieurement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre et sur la période d'exécution concernée (12 mois).

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

La demande de révision devra parvenir à la CCI du Var, par tous moyen à la convenance du titulaire permettant de donner date et heure certaine à sa réception.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant approuvera le prix ainsi modifié. En cas d'erreur de la part du titulaire, elle lui notifie sans délai cette erreur. Celui-ci procède alors à la modification du prix.

En cas de disparition d'un indice, la CCI du Var pourra lui substituer l'indice le plus proche, soit par son objet, soit par application des préconisations des pouvoirs publics. En cas de désaccord, le titulaire produit un mémoire de réclamation dans les quinze jours en précisant l'indice qu'il souhaite voir utilisé. Si le désaccord persiste, les parties conviennent d'une clause de rendez-vous au terme duquel un avenant sera établi. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre, l'indice général des prix sera substitué à l'indice disparu.

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE FACTURATION

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique. Le mode de règlement est le virement bancaire.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Remise des factures sous format dématérialisé :

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont pour la CCI du Var :

- Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (SIRET : 188 300 016 00014)
- La mention obligatoire du numéro du n° de l'accord-cadre

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

ARTICLE 7 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 8 – AVANCE

Aucune avance ne sera versée.

ARTICLE 9 – NATURE DE LA PRESTATION

Le présent accord-cadre a pour objet la location et maintenance de fontaines à eau pour les besoins de la CCI du Var.

ARTICLE 10 – DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION

10-1 – DUREE DU MARCHE

Pour le lot 1 : L'accord-cadre est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification de l'accord-cadre pour une durée de 48 mois.

Pour le lot 2 : L'accord-cadre est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification de l'accord-cadre pour une première période d'un an.

Passée cette période, l'accord-cadre pourra se renouveler par tacite reconduction pour trois périodes supplémentaires d'une année.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur pourra signifier au titulaire sa décision de ne pas reconduire l'accord-cadre par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 4 mois avant l'échéance annuelle.

10-2 – DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécutions sont définis au CCTP propre à chaque lot.

ARTICLE 11 – PENALITES

Les pénalités stipulées au présent accord-cadre s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Pénalités pour non-respect des délais contractuels tel que défini à l'article 3.2 du CCTP de chaque lot

- Mise en place ou suppression d'une ou plusieurs fontaines et/ou équipements : 50 euros par jour calendaire de retard.
- Maintenance corrective : 20 euros par heure ouvrée de retard.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

La CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

ARTICLE 12 – CLAUSE PÉNALE

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et aux obligations contractuelles prévues au présent accord-cadre

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnées par ses manquements et des pénalités prévues à l'article 11, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent accord-cadre, le titulaire encourt outre la résiliation du marché prévue à l'article 17-1 du présent CCAP, le versement d'une somme équivalente à 5% du montant du marché par manquement constaté. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet de l'accord-cadre, qu'à la condition d'avoir obtenu de la CCI du Var l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité de l'accord-cadre.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En cas d'accord par la CCI du Var, le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

En cas de non-respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues aux articles 11 et 12 du présent CCAP.

ARTICLE 14 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les dispositions de l'article 20 du CCAG FCS s'appliquent.

ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les dispositions de l'article 5 du CCAG FCS s'appliquent.

Le titulaire considère comme strictement confidentiel et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation ainsi qu'à maintenir secret tout renseignement intéressant la défense nationale.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

ARTICLE 16 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET DECISIONS

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS s'appliquent.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de procéder aux opérations de vérification sans informer le titulaire de la date ou de la période prévue.

Par dérogation aux articles 28.1, 28.2 et 30.1 du CCAG FCS, le délai imparti à la CCI du Var pour procéder aux vérifications et notifier sa décision est de deux mois. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

ARTICLE 17 – RESILIATION

17.1. RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent accord-cadre, la CCI du Var serait en droit de résilier l'accord-cadre de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG FCS.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

Elle prendra effet, conformément à l'article 38 du CCAG FCS à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 11 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

Par ailleurs la CCI du Var sera en droit de pourvoir à l'exécution de l'accord-cadre aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS.

17.2. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation de l'accord-cadre.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de **3 %**.

ARTICLE 18 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent.

ARTICLE 19 – LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 20 – DISPOSITIONS DIVERSES

20.1. NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord-cadre sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

20.2. REFERENCES

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du Var, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

20.3. ANNEXES AU MARCHÉ

Les annexes au marché en font partie intégrante.

20.4. LANGUE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

20.5. NOTIFICATIONS ET MISES EN DEMEURE

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG FCS.

20.6. MODIFICATION DE LA RÉGLEMENTATION

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent accord-cadre seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînait une modification du coût de la prestation.

ARTICLE 21 – CLAUSES DE REEXAMEN / AVENANT DE TRANSFERT

Conformément aux articles R.2194-1 du code de la commande publique, une clause de réexamen est appliquée au présent accord-cadre. Elle porte sur :

21.1. ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SITE

En cours d'exécution, le nombre de l'ensemble des sites pourrait évoluer en fonction de l'ajout ou de la fin de mission de gestion d'un site confiée à la CCI du Var.

Le Pouvoir Adjudicateur notifiera cette évolution aux titulaires de l'accord-cadre par lettre recommandée avec accusé de réception dans les meilleurs délais.

21.2. CESSIION DU CONTRAT AU PROFIT D'UN NOUVEAU TITULAIRE

Dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.

Dans le cas où l'une des parties souhaiterait céder tout ou partie du contrat, celles-ci conviennent de se rapprocher afin d'envisager les modalités de cette cession et établir un projet d'avenant de transfert soumis à leur accord ultérieur.

ARTICLE 22 – RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle de la présente consultation pourra être exécutée par le même titulaire dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés.

ARTICLE 23 – DEROGATIONS AU CCAG FCS

En application de l'article 1.2 du CCAG FCS et à titre non limitatif, les dérogations aux C.C.A.G. FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

ARTICLES	C.C.A.P	C.C.A.G. FCS
Documents contractuels	art. 2	art. 4.1
Responsabilité et assurance	art. 3	art. 9.2
Variation des prix	art. 5	art. 10.1
Pénalités	art. 11	art. 14 ; 3.5 ; 3.6.3
Clause pénale	art. 12	art. 14
Vérifications et décisions	art. 16	art. 27.3 ; 28.1 ; 28.2 ; 30.1
Résiliation	art. 17	art. 42